

# LES RÉVOLUTIONS ARABES DEUX ANS PLUS TARD

SAMIR AMIN \*

*L'insurrection des peuples arabes survient dans le contexte particulier de l'essoufflement de ce qui avait été initié par Bandoung. Tout l'acquis s'est perdu et génère des régimes corrompus et répressifs bénéficiant du soutien de Washington qui sut s'en accommoder dès lors qu'ils se soumettaient à l'ordre néolibéral, qu'ils soient au demeurant teintés ou non de dérives islamisantes.*

*Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le défi de la politisation démocratique, car c'est la poursuite de reculs dans ce domaine qu'il importe d'éviter. La conscience populaire qu'il n'y a pas de changement en vue grandit. Mais le peuple, lui, a changé.*

## Aux origines de l'insurrection des peuples arabes

Ces insurrections amorcées en 2011 ont surpris les régimes en place comme les chancelleries occidentales qui les soutenaient, mais n'ont pas surpris les militants des gauches concernées. Des signes avant-coureurs – la grève de Gafsa, celles des ouvriers égyptiens en 2007/2008, la résistance grandissante des petits paysans égyptiens aux expropriations accélérées, les manifestations démocratiques des classes moyennes (« *Kefaya* » en Égypte) nous y avaient préparés.

Pendant la période de Bandoung et du non-alignement (1955-1970-1975), certains pays arabes se situaient aux avant-gardes des luttes pour la libération nationale et le progrès social. Ces régimes (Nasser, le FLN, le Baas) n'étaient pas démocratiques au sens occidental du terme (il s'agissait de régimes de parti unique), ni au sens que je donne au terme qui implique le pouvoir exercé par les classes populaires elles-mêmes. Mais ils n'en étaient pas moins parfaitement légitimes par les réalisations importantes à leur actif : un bond gigantesque de l'éducation qui permettait une ascension sociale vers le haut (les enfants de classes populaires entrant dans les classes moyennes en expansion), de la santé, des réformes agraires, des garanties d'emploi au moins pour tous les diplômés

---

\* PRÉSIDENT DU FORUM DES ALTERNATIVES

de tous les niveaux. Associées à des politiques d'indépendance anti-impérialiste, ces réalisations faisaient la force des régimes, en dépit de l'hostilité permanente des puissances impérialistes et des agressions militaires perpétrées par l'intermédiaire d'Israël.

Mais, après avoir réalisé ce dont ils étaient capables en deux décennies par les moyens qui leur étaient propres (des réformes mises en œuvre par en haut, sans jamais autoriser les classes populaires à s'organiser par elles-mêmes), ces régimes se sont essouffés. L'heure de la contre-offensive de l'impérialisme avait sonné. Pour conserver leur pouvoir, les classes dirigeantes ont alors accepté de se soumettre aux exigences nouvelles dites du « néolibéralisme » – ouverture extérieure incontrôlée, privatisations, etc. De ce fait, en quelques années, tout ce qui avait été acquis a été perdu : retour massif du chômage et de la pauvreté, inégalités scandaleuses, corruption, abandon international de la dignité et soumission aux exigences de Washington, voire d'Israël. En réponse à l'érosion rapide de leur légitimité, les régimes ont répondu en glissant vers des pratiques de répression policière aggravées, avec le soutien de Washington.

La scène était alors dressée pour l'insurrection générale. Dans mon ouvrage récent <sup>1</sup>, j'ai proposé une analyse des composantes diverses du « mouvement » et de ses adversaires, en les inscrivant dans la longue durée. Ce chapitre s'est clos avec les élections tunisiennes et égyptiennes.

### **Les victoires électorales de l'islam politique en Égypte et en Tunisie**

La victoire électorale des Frères musulmans et des salafistes en Égypte (janvier 2012) n'est guère surprenante. La dégradation produite par la mondialisation capitaliste contemporaine a entraîné un gonflement prodigieux des activités dites « informelles », qui, en Égypte, fournissent leurs moyens de survie à plus de la moitié de la population (les statistiques disent 60 %). Or les Frères musulmans sont fort bien placés pour tirer profit de cette dégradation et en perpétuer la reproduction. Leur idéologie simple donne une légitimité à cette économie misérable de marché/de bazar, aux antipodes des exigences d'un développement digne de ce nom. Les moyens financiers fabuleux mis à leur disposition (par le Golfe) permettent de le traduire

---

<sup>1</sup> Samir Amin, *Le Monde arabe dans la longue durée, « le printemps arabe » ?*, Le Temps des Cerises, 2011.

en moyens d'action efficaces : avances financières à l'économie informelle, charité d'accompagnement (centres de soins et autres). C'est de cette manière que les Frères s'implantent dans la société réelle et la placent sous leur dépendance. Les pays du Golfe n'ont jamais eu l'intention de soutenir le développement des pays arabes, par des investissements industriels par exemple. Ils soutiennent un modèle de « lumpen développement » – pour utiliser le terme proposé naguère par André Gunder Frank – qui enferme les sociétés concernées dans une spirale descendante de paupérisation et d'exclusion, laquelle à son tour renforce l'emprise de l'islam politique réactionnaire sur la société. Mais ce succès aurait été difficile s'il n'avait pas répondu parfaitement aux objectifs des pays du Golfe, de Washington et d'Israël. Ces trois alliés intimes partagent la même préoccupation : faire échouer le redressement de l'Égypte. Car une Égypte forte, debout, c'est la fin du triple hégémonisme du Golfe (la soumission au discours de l'islamisation de la société), des États-Unis (l'Égypte compradorisée et misérialisée reste dans leur giron) et d'Israël (l'Égypte impuissante laisse faire en Palestine).

Le ralliement des régimes au néolibéralisme et à la soumission à Washington a été brutal et total en Égypte avec Sadate, plus lent et mesuré en Algérie et en Syrie. J'ai rappelé dans mon livre cité plus haut que les Frères musulmans – partie prenante du système du pouvoir – ne doivent pas être considérés simplement comme un « parti islamiste », mais avant tout comme un parti ultra réactionnaire, de surcroît islamiste. Réactionnaire non seulement à propos de ce qu'on appelle les « problèmes de société » (le voile, la charia, la discrimination à l'égard des coptes), mais tout autant dans les domaines fondamentaux de la vie économique et sociale : les Frères sont opposés aux grèves, aux revendications concernant le travail, aux syndicats indépendants du pouvoir, au mouvement de résistance à l'expropriation des paysans, etc.

L'avortement planifié de la « révolution égyptienne » garantirait donc la continuité du système mis en place depuis Sadate, fondé sur l'alliance du commandement de l'armée et de l'islam politique. Certes, forts de leur victoire électorale, les Frères sont désormais en mesure d'exiger davantage de pouvoir que celui jusqu'ici concédé par les militaires. Une révision du dosage dans le partage des bénéfices de cette alliance au profit des Frères peut néanmoins s'avérer difficile.

L'Assemblée Constituante sortie des élections d'octobre 2011 en Tunisie est dominée par un bloc de droite qui associera le parti islamiste Ennahda et les nombreux cadres réactionnaires, hier

encore associés au régime de Ben Ali, toujours en place et infiltrés dans les « nouveaux partis » sous le nom de « bourguibistes » ! Les uns et les autres partagent le même ralliement inconditionnel à « l'économie de marché » telle qu'elle est, c'est-à-dire un système de capitalisme dépendant et subalterne. La France et les États-Unis n'en demandent pas plus : « tout changer afin que rien ne change ».

Deux changements sont néanmoins à l'ordre du jour. Positif : une démocratie politique mais non sociale (c'est-à-dire une « démocratie de faible intensité ») qui tolérera la diversité des opinions, respectera davantage les « droits de l'homme » et mettra un terme aux horreurs policières du régime précédent. Négatif : un recul probable des droits des femmes. Autrement dit, un retour à un « bourguibisme » pluripartiste coloré d'islamisme. Le plan des puissances occidentales, fondé sur le pouvoir du bloc réactionnaire comprador, mettra un terme à cette transition qu'on voulait « courte » (ce que le mouvement a accepté sans en mesurer les conséquences), ne laissant pas le temps aux luttes sociales pour s'organiser, et permettra la mise en place de sa « légitimité » exclusive, à travers des élections « correctes ». Le mouvement tunisien s'était largement désintéressé de la « politique économique » du régime déchu, concentrant ses critiques sur la « corruption » du président et de sa famille. Beaucoup des contestataires, même « à gauche », ne remettaient pas en cause les orientations fondamentales du mode de développement mis en œuvre par Bourguiba et Ben Ali. L'issue était donc prévisible.

Le président de la transition, Marzouki, avait bien été un combattant des droits de l'homme et, à ce titre, une victime de la répression. Mais il ne semble pas faire de lien entre la misère de son peuple et l'option libérale de la politique économique de l'État qu'il ne remet pas en question. Curieusement, il a pris l'initiative d'organiser à Tunis en février 2012 une « conférence » internationale sur la Syrie qui apportait de l'eau au moulin des interventionnistes occidentaux !

Il reste que les mêmes causes produisent parfois les mêmes effets. Que penseront et feront les classes populaires en Égypte et en Tunisie quand elles verront se poursuivre inexorablement la dégradation de leurs conditions sociales, avec son cortège de chômage et de précarisation, sans compter probablement avec les dégradations supplémentaires intensifiées par la crise générale de la mondialisation capitaliste ? Il est trop tôt pour le dire ; mais on ne peut pas s'obstiner à ignorer que seule la cristallisation rapide d'une gauche radicale allant bien au-delà de la revendication d'élections correctes permet une reprise des luttes pour un changement digne de ce nom. Il appartient à cette gauche

radicale de savoir formuler une stratégie de démocratisation de la société qui irait bien plus loin que la simple tenue d'élections correctes, d'associer cette démocratisation au progrès social, ce qui implique l'abandon du modèle de développement en place, et de renforcer ses initiatives par une posture internationale indépendante et franchement anti-impérialiste. Ce ne sont pas les monopoles impérialistes et leurs serviteurs internationaux (la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'Union européenne) qui aideront les pays du Sud à sortir des ornières.

Aucune de ces questions fondamentales ne paraît préoccuper les acteurs politiques majeurs. Tout se passe comme si l'objectif final de la « révolution » avait été d'obtenir rapidement des élections. Comme si la source exclusive de légitimité du pouvoir résidait dans les urnes. Mais il y a pourtant une autre légitimité, supérieure – celle de la poursuite des luttes pour le progrès social et la démocratisation authentique des sociétés ! Ces deux légitimités sont appelées à des confrontations sérieuses à venir. On le voit déjà se dessiner clairement en Égypte.

Il est donc encore bien trop tôt pour dire si les « révolutions » arabes seront capables de réaliser les objectifs qu'elles se sont données, ou si elles se solderont par l'échec.

## **L'islam politique est-il soluble dans la démocratie ?**

La dépolitisation a été décisive dans la montée en scène de l'islam politique. Cette dépolitisation n'est certainement pas spécifique à l'Égypte nassérienne puis postnassérienne. Elle a été la pratique dominante dans toutes les expériences nationales populaires du premier éveil du Sud et même dans celles des socialismes historiques après que la première phase de bouillonnement révolutionnaire eu été dépassée. Dénominateur commun : la suppression de la pratique démocratique (que je ne réduis pas à la tenue d'élections pluripartites), c'est-à-dire du respect de la diversité des opinions et des propositions politiques, et de leur organisation éventuelle. La politisation exige la démocratie. Et la démocratie n'existe que lorsque la liberté est donnée aux « adversaires ». Dans tous les cas, sa suppression, à l'origine donc de la dépolitisation, est responsable du désastre ultérieur. Que celui-ci prenne la forme de retours aux passésismes (religieux ou autres). Ou qu'il prenne celle de l'adhésion au « consumisme » et au faux individualisme proposée par les médias occidentaux, comme ce fut le cas chez les peuples de l'Europe orientale et de l'ex-URSS, comme c'est le cas ailleurs

également, non pas seulement au sein des classes moyennes (bénéficiaires éventuelles du développement) mais également au sein des classes populaires qui, faute d'alternative, aspirent à en bénéficier, même à une toute petite échelle (ce qui est évidemment parfaitement compréhensible et légitime).

Dans le cas des sociétés musulmanes, cette dépolitisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'islam. L'articulation associant le pouvoir de l'islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar (le lumpen développement) n'est pas spécifique à l'Égypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés arabes et musulmanes, jusqu'au Pakistan et au-delà. Cette même articulation opère en Iran ; le triomphe de cette économie de bazar avait été signalé dès le départ comme le résultat majeur de la « révolution khomeyniste ». Cette même articulation pouvoir islamique/économie de marché de bazar a dévasté la Somalie, désormais effacée de la carte des nations existantes <sup>2</sup>.

### **Que peut-on donc imaginer si cet islam politique accédait au pouvoir en Égypte et ailleurs ?**

Nous sommes envahis par des discours rassurants à cet effet, d'une incroyable naïveté, sincère ou fausse. « C'était fatal, nos sociétés sont imprégnées par l'islam ; on a voulu l'ignorer ; il s'est imposé » disent les uns. Comme si ce succès de l'islam politique n'était pas dû à la dépolitisation et à la dégradation sociale qu'on veut ignorer. « Cela n'est pas si dangereux ; le succès est passager et la faillite du pouvoir exercé par l'islam politique amènera les opinions à s'en détacher ». Comme si les Frères en question étaient acquis au principe du respect des principes démocratiques ! Ce à quoi font semblant de croire Washington, les « opinions » fabriquées par les médias dominants et la cohorte des « intellectuels » arabes, par opportunisme ou absence de lucidité.

Non. L'exercice du pouvoir par l'islam politique réactionnaire serait appelé à durer... 50 ans ? Et alors qu'il contribuerait

---

<sup>2</sup> Voir mon article sur le sujet, site de *Pambazuka*, 1/2/2011 et *Recherches internationales* n° 89, janvier-mars 2011, p. 233-236.  
[http://www.recherches-internationales.fr/RI\\_89/RI89-NL-Amin-Elmi.pdf](http://www.recherches-internationales.fr/RI_89/RI89-NL-Amin-Elmi.pdf)

à enfoncer les sociétés qu'il soumettrait chaque jour dans l'insignifiance sur l'échiquier mondial, les « autres » poursuivraient leurs avancées. Au terme de cette triste « transition », les pays concernés se retrouveront au bas de l'échelle de la classification mondiale.

La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres. L'accentuation de pouvoirs « présidentiels », d'apparence individualisés à l'extrême, mais en fait intégralement soumis au service de la ploutocratie financière, constitue la forme de cette dérive qui annihile la portée de la défunte démocratie bourgeoise (elle-même renforcée un temps par les conquêtes des travailleurs) et lui substitue la farce démocratique. Dans les périphéries, les embryons de démocratie, quand ils existent, associés à des régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perdent leur crédibilité. Le recul de la démocratie est synonyme de dépolitisation. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de citoyens capables de formuler des projets de société alternatifs, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un spectateur passif de la scène politique, un consommateur modelé par le système qui se pense (à tort) individu libre. Avancer sur les chemins de la démocratisation des sociétés et de la repolitisation des peuples est indissociable. Mais par où commencer ? Le mouvement peut être amorcé à partir de l'un ou de l'autre de ces deux pôles. Rien ici ne peut être substitué à l'analyse concrète des situations en Algérie, en Égypte, tout comme en Grèce, en Chine, au Congo, en Bolivie, en France ou en Allemagne. À défaut d'avancées visibles dans ces directions, le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

### **À propos du salafisme**

Le salafisme est le produit de l'avortement de la *Nahda* du XIX<sup>e</sup> siècle (je renverrai ici le lecteur à mon livre cité plus haut) que clôturent les propositions obscurantistes de Rachid Reda, converti au wahabisme – la forme la plus archaïque de l'islam –

adoptées d'emblée par les Frères musulmans dès l'origine (1927). Les salafistes rejettent les concepts de liberté et de démocratie qui, selon eux, ne tiennent pas compte de la « nature » qui impose à l'homme d'obéir à Dieu (« comme un esclave doit obéir à son maître » – l'expression est la leur). Bien entendu, seuls les ulémas sont autorisés à dire ce que Dieu ordonne. La voie est alors ouverte à la théocratie (*wilayah al faqih*).

Comme Burke et de Maistre, les salafistes sont les ennemis de la « modernité », si l'on entend par là la proclamation que l'être humain est individuellement et collectivement – en société – responsable de faire son histoire. Les médias prétendent néanmoins que les salafistes sont « modernes », au prétexte qu'ils n'interdisent pas les ordinateurs et le « *business management* », qu'ils enseignent d'ailleurs à partir de manuels que l'USAID leur fournit. Évidemment la gestion du système a besoin de serviteurs compétents, à condition qu'ils soient dépourvus de capacité critique.

Les Frères et les salafistes se partagent les tâches « d'islamisation de la société et de l'État ». Les salafistes disent ouvertement ce que les Frères pensent toujours mais ne disent plus, pour mériter le certificat de démocratie qu'Obama leur a décerné.

### **Capitalisme de connivence, État comprador et lumpen développement**

Les gouvernements égyptiens successifs, depuis l'accès de Sadate à la présidence (1970) jusqu'à ce jour, ont mis en œuvre avec assiduité tous les principes proposés par le fondamentalisme libéral. Le projet nassérien de construction d'un État national développementaliste avait produit un modèle de capitalisme d'État que Sadate a démantelé. Les actifs possédés ont donc été « vendus » à des hommes d'affaires de connivence, proches du pouvoir, à des « Arabes » du Golfe et à des sociétés étrangères américaines et européennes à des prix dérisoires. C'est de cette manière que s'est construite la nouvelle classe « possédante » égyptienne et étrangère qui mérite pleinement la qualification de capitaliste de connivence. La propriété octroyée à « l'armée » a transformé le caractère des responsabilités qu'elle exerçait déjà sur certains segments du système productif (« les usines de l'armée ») qu'elle gérât en tant qu'institution de l'État. Ces pouvoirs de gestion sont devenus ceux de propriétaires privés. Les fortunes égyptiennes et étrangères en question ont été constituées par l'acquisition d'actifs déjà existants, sans



adjonction autre que négligeable aux capacités productives. Les « entrées de capitaux étrangers » (arabes et autres), au demeurant modestes, s'inscrivent dans ce cadre. L'opération s'est donc soldée par la mise en place de groupes monopolistiques privés qui dominent désormais l'économie égyptienne. Les positions monopolistiques de ce nouveau capitalisme de connivence ont été systématiquement renforcées par des subventions colossales de l'État. Les salaires réels pour la grande majorité des travailleurs se sont détériorés par l'effet des lois du marché du travail libre et la répression féroce de l'action collective et syndicale. L'inégalité a été renforcée systématiquement par un système de fiscalité légère pour les riches et les sociétés, vantée par la Banque mondiale pour ses prétendues vertus de soutien à l'investissement. Ces politiques ont rendu impossible la réduction du déficit public et de celui de la balance extérieure commerciale. Elles ont entraîné la détérioration continue de la valeur de la livre égyptienne, et imposé un endettement interne et externe grandissant. Celui-ci a donné l'occasion au FMI d'imposer toujours davantage le respect des principes du libéralisme.

### **Les réponses immédiates du mouvement populaire**

Ces réponses ne sont pas l'œuvre de l'auteur de ces lignes qui s'est contenté de les collecter auprès des responsables des composantes du mouvement. J'en retiens les points saillants : a) la propriété des actifs publics « privatisés » doit être transférée par la loi, après audit, à des sociétés anonymes dont l'État sera actionnaire à hauteur de la différence entre la valeur réelle des actifs et celle payée par les acheteurs ; b) la loi doit fixer le salaire minimum, associé à une échelle mobile. Étant donné que, bénéficiaires de la liberté des prix, les secteurs privés qui dominent l'économie égyptienne ont déjà choisi de situer leurs prix au plus proche de ceux des importations concurrentes, la mesure peut être mise en œuvre et n'aura pour effet que de réduire les marges de rentes des monopoles ; c) les subventions colossales octroyées par le budget aux monopoles privés doivent être supprimées. Les études conduites dans ces domaines démontrent que l'abolition de ces avantages ne remet pas en cause la rentabilité des activités concernées, mais réduisent seulement leurs rentes de monopoles ; d) une nouvelle législation fiscale doit être mise en place, fondée sur l'impôt progressif des individus et le relèvement à 25 % du taux de taxation des bénéfices des entreprises occupant plus de 20 travailleurs. Les exonérations

d'impôts octroyées avec une largesse extrême aux monopoles arabes et étrangers doivent être supprimées. La taxation des petites et moyennes entreprises, actuellement souvent plus lourde (!) doit être révisée à la baisse. Un calcul précis a été conduit qui démontre que l'ensemble des mesures proposées permet non seulement de supprimer le déficit actuel mais encore de dégager un excédent. Celui-ci sera affecté à l'augmentation des dépenses publiques pour l'éducation, la santé, la subvention aux logements populaires ; e) des organisations progressistes d'agronomes ont produit des projets concrets destinés à assurer l'essor de la petite paysannerie. Amélioration des méthodes d'irrigation (goutte-à-goutte, etc.), choix de cultures riches et intensives (légumes et fruits), libération en amont par le contrôle par l'État des fournisseurs d'intrants et de crédits, libération en aval par la création de coopératives de commercialisation des produits associées à des coopératives de consommateurs.

Le programme d'actions immédiates repris dans les paragraphes précédents amorcerait une reprise d'une croissance économique saine et viable. L'argument avancé par ses détracteurs libéraux – qu'il ruinerait tout espoir d'entrées nouvelles de capitaux d'origine extérieure – ne tient pas la route. L'expérience de l'Égypte et des autres pays, notamment africains, qui ont accepté de se soumettre intégralement aux prescriptions du libéralisme et ont renoncé à élaborer par eux-mêmes un projet de développement autonome « n'attirent » pas les capitaux extérieurs en dépit de leur ouverture incontrôlée (précisément à cause de celle-ci). Les capitaux extérieurs se contentent alors d'y conduire des opérations de razzia sur les ressources des pays concernés, soutenues par l'État comprador et le capitalisme de connivence. En contrepoint les pays émergents qui mettent en œuvre activement des projets nationaux de développement offrent des possibilités réelles aux investissements étrangers qui acceptent alors de s'inscrire dans ces projets nationaux, comme ils acceptent les contraintes qui leur sont imposées par l'État national et l'ajustement de leurs profits à des taux raisonnables.

Le gouvernement en place au Caire, composé exclusivement de Frères musulmans, choisi par le président Morsi a d'emblée proclamé son adhésion inconditionnelle à tous les principes du libéralisme et déployé à cette fin tous les moyens de répression hérités du régime déchu. L'État comprador et le capitalisme de connivence continuent ! La conscience populaire qu'il n'y a pas de changement en vue grandit, comme en témoigne le succès des manifestations populaires des 12 et 19 octobre. Le mouvement continue ! Comme on dit dans toutes les rues d'Égypte : la révolution n'a pas changé le régime, mais le peuple lui a changé.

## **Des réformes maîtrisées de l'intérieur seront-elles possibles en Algérie ?**

L'Algérie et l'Égypte ont été, dans le monde arabe, les deux pays d'avant-garde du premier « éveil du Sud », l'époque de Bandoung, du non-alignement et du déploiement victorieux de l'affirmation nationale post-coloniale, associé à d'authentiques réalisations économiques et sociales importantes et progressistes qui auguraient de belles possibilités d'avenir. Mais, par la suite, les deux pays se sont enlisés pour finalement accepter leur « retour au bercail » des États et des sociétés dominés par l'impérialisme.

Le modèle algérien a donné des signes évidents d'une plus forte consistance, ce qui explique qu'il ait mieux résisté à sa dégradation ultérieure. De ce fait, la classe dirigeante algérienne demeure composite et divisée, partagée entre les aspirations nationales encore présentes chez les uns et le ralliement soumis à la compradorisation chez les autres (parfois, même, ces deux composantes conflictuelles se combinent chez les mêmes personnes !). En Égypte, par contre, cette classe dominante est devenue intégralement, avec Sadate et Moubarak, une bourgeoisie compradore, ne nourrissant plus aucune aspiration nationale.

Deux raisons majeures rendent compte de cette différence. La guerre de libération en Algérie avait produit, naturellement, une radicalisation sociale et idéologique. Par contre, en Égypte, le nassérisme vient en fin de la période d'essor du mouvement, initié par la révolution de 1919, qui se radicalise en 1946. Le coup d'État ambigu de 1952 vient donc en réponse à l'impasse du mouvement. Par ailleurs, la société algérienne avait subi, avec la colonisation, des assauts destructifs majeurs. La nouvelle société algérienne, issue de la reconquête de l'indépendance, n'avait plus rien en commun avec celle des époques précoloniales. Elle était devenue une société *plébéienne*, marquée par une très forte aspiration à l'*égalité*. Cette aspiration – avec la même force – ne se retrouve nulle part ailleurs dans le monde arabe, ni au Maghreb, ni au Mashrek. Par contre, l'Égypte moderne a été construite dès le départ (à partir de Mohamed Ali) par son aristocratie, devenue progressivement une « bourgeoisie aristocratique » (ou une « aristocratie capitaliste »). De ces différences en découle une autre, d'une importance évidente, concernant l'avenir de l'islam politique. Comme Hocine Belalloufi le montre <sup>3</sup>, l'islam politique algérien (le FIS), qui avait dévoilé sa figure hideuse, a

---

<sup>3</sup> *La démocratie en Algérie : réforme ou révolution ?* (ouvrage en cours de publication).

été véritablement mis en déroute. Cela certes ne signifie pas que cette question soit définitivement dépassée. Mais la différence est grande avec la situation en Égypte, caractérisée par la convergence solide entre le pouvoir de la bourgeoisie compradore et l'islam politique des Frères musulmans.

De toutes ces différences entre les deux pays découlent des possibilités différentes de réponses aux défis actuels. L'Algérie me paraît mieux placée (ou moins mal placée) pour répondre à ces défis, dans le court terme au moins. Des réformes économiques, politiques et sociales maîtrisées de l'intérieur me semblent avoir encore leurs chances en Algérie. Par contre, en Égypte, la confrontation entre « le mouvement » et le bloc réactionnaire « antirévolutionnaire » paraît devoir inexorablement s'aggraver.

L'Algérie et l'Égypte constituent deux exemples magistraux de l'impuissance des sociétés concernées, jusqu'à ce jour, à faire face au défi. L'Algérie et l'Égypte sont les deux pays du monde arabe qui sont des candidats possibles à « l'émergence ». La responsabilité majeure des classes dirigeantes et des systèmes de pouvoir en place dans l'échec des deux pays à le devenir est certaine. Mais celle des sociétés, de leurs intellectuels, des militants des mouvements en lutte doit tout également être prise en sérieuse considération.

Le même espoir d'une évolution démocratique pacifique est-il possible au Maroc ? J'en doute tant que le peuple marocain continuera à adhérer au dogme archaïque qui ne dissocie pas la monarchie (de droit divin : « *amir el mouminine* ») de la nation. C'est sans doute là la raison pour laquelle les Marocains ne comprennent pas la question sahraouie : les nomades fiers du Sahara ont une autre conception de l'islam, qui leur interdit de s'agenouiller devant un autre qu'Allah, fût-il roi.

## Le drame syrien

Les États-Unis ont tiré la leçon de leur surprise en Tunisie et en Égypte. Ils ont donc décidé de prendre les devants, de devancer le mouvement en introduisant des groupes armés qui prennent l'initiative d'agresser les autorités, s'autoproclament « armée de libération » et appellent immédiatement l'Otan à leur secours.

Cette stratégie a été testée avec succès en Libye. Le résultat n'est évidemment pas l'instauration de la « démocratie », mais la désintégration du pays livré aux seigneurs de la guerre, le plus souvent « islamistes », voire amis d'Al Qaida ! Le modèle somalien a inspiré cette stratégie <sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Je renvoie ici à mon article « Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie ? » ; cité plus haut.

C'est cette même stratégie que les puissances occidentales ont mise en œuvre en Syrie, par l'introduction de groupes armés infiltrés à partir de la Jordanie (aux ordres de Tel-Aviv), de Tripoli (base de l'islam « radical » au Liban) et de la Turquie (la Colombie du Moyen-Orient, ai-je dit à mes amis d'Amérique latine). Puissance importante de l'Otan, la Turquie participe à la conspiration : les camps dits de « réfugiés » au Hatay sont en réalité des camps d'entraînement de mercenaires recrutés dans les milieux terroristes (talibans et autres), financés par l'Arabie Saoudite et le Qatar. Je renvoie ici au livre de Bahar Kimyongur<sup>5</sup>.

Il faudrait être bien naïf pour être surpris par les silences des chancelleries occidentales : silence sur le recrutement de « terroristes », silence concernant les discours de ces « libérateurs » (« nous passerons au hachoir les alaouites, les Druzes et les chrétiens ! »), silence concernant les régimes de Ryadh et de Doha, promus au rang de « défenseurs de la démocratie », silence sur le massacre des manifestants au Bahrein perpétré par l'armée saoudite, silence sur l'introduction d'Al Qaida au Yémen destinée à faire face à un renouveau éventuel de la gauche sud-yéménite ! Le « terrorisme » a bon dos : impardonnable quand il s'attaque aux États-Unis, bienvenu quand il les sert. Cette stratégie du chaos programmé est d'ailleurs formulée avec le plus grand cynisme par les autorités de Washington.

Le régime baasiste de Syrie avait bénéficié de légitimité, pour les mêmes raisons que les autres régimes nationaux populaires de l'époque. Il a ensuite rallié le camp du néolibéralisme comme les autres. Le désastre social qui en a résulté a entraîné les mêmes conséquences qu'ailleurs : la montée des protestations démocratiques et sociales, parfaitement légitimes, la réponse du régime par la répression aggravée. Il est presque amusant de noter que le chef de la « rébellion » – Khaddam – est celui qui a été le principal artisan de la « libéralisation économique ». La légitimité de la révolte du peuple syrien n'est donc pas contestable. Il reste que la destruction de la Syrie constitue l'objectif des trois partenaires que sont les États-Unis, Israël et l'Arabie Saoudite, qui mobilisent à cette fin les Frères musulmans. Leur victoire éventuelle – par l'intervention militaire étrangère ou sans elle – produirait l'éclatement du pays, le massacre d'alaouites, de Druzes et de chrétiens. Mais qu'importe. L'objectif de Washington et de ses alliés n'est pas de libérer la Syrie de son dictateur,

---

<sup>5</sup> *Syriana, la conquête continue*, Couleur Livre, Charleroi, 2011.

mais de détruire le pays, comme il n'était pas de libérer l'Iraq de Saddam Hussein, mais de détruire le pays.

Le veto de la Russie et de la Chine a fort heureusement rendu plus difficiles des « bombardements humanitaires » - façon Libye. Le régime est par ailleurs parvenu à éteindre, semble-t-il, les foyers d'intervention majeurs alimentés par l'extérieur. Il reste que l'entrée en scène des groupes à la solde de puissances étrangères a mis le mouvement démocratique et social en porte-à-faux. Le « mouvement » - diffus et sans organisation propre - a refusé de rallier le camp des « comités » dits de libération, manifestement manipulés par les puissances impérialistes, sans pour autant soutenir le régime dans sa répression. Répondre au terrorisme des agents de l'impérialisme par la terreur d'État n'est pas la réponse efficace au défi. La solution passe par des réformes substantielles au bénéfice des forces populaires et démocratiques qui existent et refusent de se laisser enrôler par les Frères musulmans. Si le régime s'avère incapable de le comprendre, rien n'arrêtera le drame de se poursuivre jusqu'à son terme.

## **Démocratie ou destruction des États et des nations ?**

L'objectif des États-Unis et de leurs alliés subalternes de l'Otan pour le « grand Moyen-Orient » n'est certainement pas la démocratie mais la garantie de la poursuite de la soumission des pays concernés aux exigences du déploiement de la mondialisation telle qu'elle est, opérant au bénéfice exclusif des monopoles impérialistes. « Tout changer afin que rien ne change ». Le lumpen développement, fondé sur l'exclusion et la paupérisation des grandes majorités, est le produit incontournable de cette stratégie.

La réalisation de l'objectif passe par la destruction des États et des sociétés qui lui résistent. L'Irak en fournit le modèle. Ici les occupants états-uniens ont substitué à la dictature de Saddam Hussein trois dictatures encore plus criminelles, au nom de la « religion » (sunna et shia) ou de « l'ethnicité kurde ». Ils ont par ailleurs procédé à l'assassinat systématique de dizaines de milliers de cadres scientifiques et professionnels, poètes inclus, et interdit toute forme d'éducation autre que « religieuse » et « utile » (le « business management » !).

L'objectif qui se profile derrière la destruction de la Syrie vise, dans l'immédiat, l'Iran, sous le prétexte fallacieux de son équipement nucléaire. Deux poids, deux mesures, comme toujours : l'équipement nucléaire militaire d'Israël ne fait, lui, l'objet d'aucune observation !

Mais au-delà, cette stratégie vise les pays émergents, en premier lieu la Chine et la Russie. L'*establishment* des États-Unis a formulé à cet effet une stratégie en deux temps. Il s'agit d'abord de « contenir » les efforts que ces pays déploient pour moduler la mondialisation et imposer sa gestion polycentrique, en mettant un terme à « l'hégémonisme » de Washington. Le terme anglais utilisé ici est celui de « containment ». Mais à plus long terme, il s'agit de détruire leur capacité de mouvement autonome, de les « recoloniser » en quelque sorte. Le terme utilisé est celui de « rolling back ». La perspective implique ouvertement l'abolition du droit international et du respect de la souveraineté des États, et le recours à la guerre. Les « guerres préventives » (plus exactement des guerres préparatoires) engagées au Moyen-Orient s'inscrivent dans cette perspective.

L'objectif est de garantir la domination du « Nord », c'est-à-dire des monopoles de la triade États-Unis/Europe/Japon sur le monde, et plus particulièrement de garantir son accès exclusif aux ressources naturelles de la planète entière, pour en faire l'usage que l'on connaît, écologiquement désastreux. Les thèmes pseudoculturels invoqués à cet effet (la défense de la démocratie, elle-même soumise à une érosion continue dans le Nord concerné, la guerre des civilisations, l'invention d'un « droit à l'intervention humanitaire ») sont là pour masquer cet objectif réel. Cette stratégie implique pour les peuples du Sud un lumpen développement et rien d'autre. Ce système n'est pas « soutenable », non seulement pour des raisons écologiques connues, mais tout autant pour le désastre politique et social qui le caractérise. Les « révolutions » arabes ne sont pas les seules réponses (à peine amorcées) au défi. Celles, plus soutenues en Amérique latine, comme la montée des luttes dans le monde entier, Europe incluse, témoignent de la globalité de ce défi.

